



CARTOGRAPHIE ET PROFIL
SOCIOÉCONOMIQUE DES
COMMUNAUTÉS DE RETOUR
AU CAMEROUN

RAPPORT DE SYNTHÈSE

2018



 **OIM**
ONU MIGRATION

Projet financé par l'Union européenne
Projet mis en oeuvre par l'OIM



Le présent rapport de synthèse a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et politiques officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du document n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.

L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce document. En aucun cas, elles ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de cette étude, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.

Ce document contient des liens à des sites Web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM ne sont donc pas responsables de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude de ces sites, ni d'aucun lien contenu dans ces sites référencés. La mention de ces liens est à titre indicatif uniquement, elles ne constitue en aucun cas ni une recommandation ni une incitation aux lecteurs à utiliser ces références. Cette mention n'implique également aucune approbation de sites web par l'Union européenne ou l'OIM.

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Le présent rapport de synthèse a été préparé à la demande du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall.

Référence du document :

Samuel Hall (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour au Cameroun (Rapport de Synthèse)*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations.

I. CONTEXTE, OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

Le contexte de la réintégration au Cameroun se heurte actuellement, au-delà des dynamiques de la conjoncture socioéconomique, à une situation sociopolitique complexe – entre offensives continues du groupe terroriste Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua, depuis 2014, et le risque croissant, depuis octobre 2017, d'une insurrection sécessionniste d'ampleur dans les zones anglophones¹.

Au niveau national, les trajectoires migratoires prennent la forme d'un mouvement général des zones rurales vers les grandes agglomérations (comme Douala ou Yaoundé, mais aussi vers le maillage de villes dites « secondaires » – Garoua, Bamenda, Maroua, Nkongsamba, Bafoussa). Le second type de mobilité est régional et intra-africain, qu'il s'agisse de migrants économiques ou plus récemment de réfugiés camerounais au Nigéria. Selon le UNHCR, en novembre 2018, le nombre de réfugiés camerounais ayant fui la violence et trouvé refuge au Nigéria avait ainsi franchi le seuil des 30.000 personnes (mais près de 45.000 selon d'autres sources). Depuis septembre 2017, les réfugiés fuient en effet les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun; ce sont principalement des femmes et des enfants (80 %), originaires des comtés camerounais d'Akwaya et d'Eyumojock et qui sont accueillis dans les États nigériens d'Akwa Ibom, Cross River, Benue et Taraba. Les migrations économiques régionales s'orientent aussi vers le Nigeria voisin ainsi que le Gabon à un degré moindre. On estime par ailleurs que plus de 300.000 Camerounais vivent dans les autres pays du Golfe de Guinée – Ghana, Togo, Bénin, Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe – et sont donc susceptibles d'effectuer des allers-retours de plus ou moins longue durée avec leur pays d'origine. Enfin, sur le plan international, les

migrations tendent à se diriger vers l'Europe (France en premier lieu, suivie de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suisse).²

Au Cameroun, l'OIM travaille aux côtés des partenaires institutionnels (le Ministère des Relations Extérieures (MINREX), la Délégation Générale de la Sûreté Nationale (DGSN), le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), et des organisations de la société civile, et s'est vu octroyer un budget de 3,3 millions d'euros dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour fournir un soutien opérationnel et une assistance à la réintégration de 850 migrants assistés au retour.

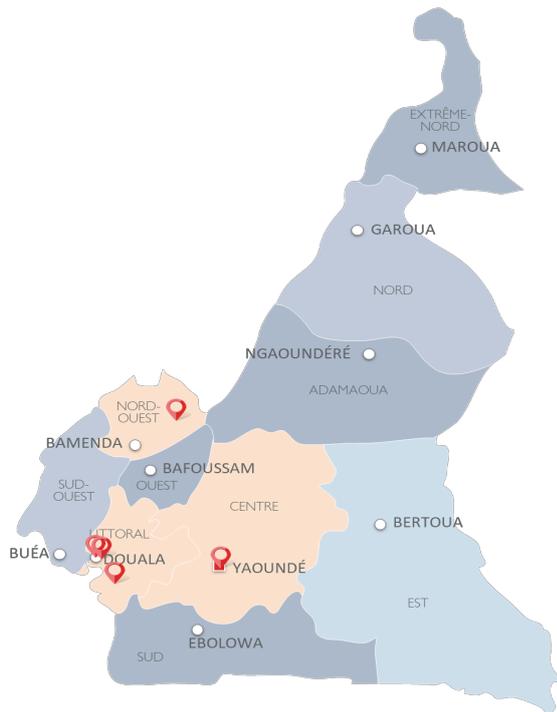
Dans ce contexte en mutation rapide, la présente étude vise à soutenir la mise en œuvre opérationnelle de l'Initiative conjointe à travers : 1) une **étude de 5 communautés de retour identifiées par l'OIM au Cameroun** et 2) une **base de référence socioéconomique pour permettre une évaluation de l'impact des initiatives d'assistance au retour et à la réintégration conduites par l'OIM au Cameroun**. À travers la recherche socioéconomique et l'approche C4D (*Communication pour le Développement*), la cible prioritaire reste les migrants de retour, mais aussi les communautés dites « hôtes », de retour, de transit ou d'accueil, afin de faciliter la réintégration ou l'intégration sociale, économique, mais aussi psychosociale au sein de ces communautés.

¹ Déclaration, *International Crisis Group*, 21 décembre 2017.

² Données tirées de EVINA, R. C. and IOM, *Migration Au Cameroun : Profil National 2009* (Genève : Organisation internationale pour les migrations, 2009).

Cette recherche vise donc à soutenir la mise en place d'activités économiques, sociales et psychosociales favorisant la réintégration durable des migrants assistés au retour. Son objectif général est de mieux comprendre le contexte des communautés de retour – afin de formuler des recommandations au niveau communautaire et national.

Carte 1 : Communautés étudiées au Cameroun



L'enquête de terrain a eu lieu du 8 au 16 mars 2018, avec une enquête quantitative auprès des jeunes (15-34 ans) dans les cinq communautés de l'étude (632 au total, soit en moyenne 126 par communauté). L'équipe a également effectué des entretiens qualitatifs auprès des membres de la communauté, des employeurs et des migrants de retour – notamment par le biais de fiches d'observation communautaires (5), de discussions de groupe (10, soit 2 par communauté), et d'entretiens avec les parties prenantes (61, soit 12 par communauté en moyenne).

L'Initiative conjointe est inscrite dans un changement d'approche à la réintégration au sein de l'OIM. En 2017, l'OIM a adopté une définition multidimensionnelle et intégrée de la réintégration durable : « la réintégration est durable lorsque le migrant de retour atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de sa communauté et de bien-être psychosocial, qui lui permet de faire face aux facteurs de migration. Une fois que la réintégration est durable, la décision de migrer à nouveau devient un choix et non une nécessité pour le migrant. »

Les zones étudiées sont de deux types :

- Quartiers au sein des grandes agglomérations : New-Bell (Douala), Nkongmondo (Douala), la Briqueterie (Yaoundé)
- Zones situées dans des régions agricoles : Kumbo (Nord-Ouest), Édéa (Littoral)

À l'heure actuelle, les migrants de retour bénéficient d'une perception globalement positive ou neutre au sein des communautés – cependant des variations importantes (de 50 % de perceptions négatives à Édéa à 63 % de perceptions positives à Kumbo) indiquent que **la perception et la réintégration durable des migrants de retour au sein des communautés sont volatiles et susceptibles de se détériorer** dans les prochaines années, dans un contexte social et économique tendu. Par ailleurs, au niveau individuel, les traumatismes liés à une expérience négative du retour semblent de plus en plus répandus, avec un sentiment d'échec et de honte largement présent chez les migrants de retour qui n'ont pas réussi à subvenir aux besoins de leurs familles. L'enjeu de cette étude va donc au-delà de l'OIM ou des migrants de retour camerounais eux-mêmes, puisqu'elle touche à la pérennité sociale, sociétale et économique des communautés de retour : comment faire de l'expérience du retour une opportunité individuelle et communautaire ?



Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

L'échantillonnage aléatoire adopté pour l'enquête quantitative fait apparaître 106 personnes revenues de l'étranger. Dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour parler des personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues au Cameroun sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » pour parler des Burkinabés assistés par l'OIM dans le cadre de l'Assistance au retour volontaire et à la réintégration (7 individus). Malgré des similarités et des profils qui se recoupent entre ces deux groupes, les données décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour – mais non les migrants assistés au retour, en raison de leur nombre relativement petit.

II. DONNÉES SOCIOÉCONOMIQUES & PSYCHOSOCIALES DE BASE SUR LES 5 COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Cette section fournit une synthèse globale des analyses et observations relatives aux dimensions économiques, sociales et psychosociales à New-Bell, Nkongmondo, la Briqueterie, Kumbo et Édéa.

DIMENSION ÉCONOMIQUE

Des migrants de retour plus susceptibles d'avoir un emploi (généralement informel) rémunéré, mais victimes des vulnérabilités alarmantes :

- Les migrants de retour ont un **accès au revenu supérieur** (+24 points comparé aux non-migrants), notamment dans le secteur privé, mais on note une **vulnérabilité accrue**, qui se traduit par un endettement plus élevé que les non migrants (+15 points), et des restrictions en matière alimentaire (+11 points).
- Concernant **l'endettement**, il faut remarquer le pourcentage important de répondants (31 %) qui déclarent avoir des dettes d'un niveau supérieur au revenu mensuel global de leur ménage. Cela s'explique notamment par les **facilités d'emprunt informel pour les jeunes Camerounais**. Ce type d'emprunt informel, souvent assorti de taux d'intérêt usuraires, ne permet cependant pas d'obtenir des fonds adéquats pour la mise en œuvre d'un projet entrepreneurial durable.

Des compétences professionnelles qui ne correspondent pas avec les secteurs porteurs de l'économie nationale :

- Un **peu plus de la moitié des répondants détiennent une activité génératrice de revenus** (54 %). Le secteur informel domine largement le marché du travail au Cameroun : près de 90 % des actifs qui travaillent dans ce secteur. Au sein de ces 90 % d'actifs, 53 % travaillent dans l'agriculture, et les 37 % d'actifs restants dans le commerce de détail, et les services (télécommunications, construction, industrie hôtelière). Très limités, les secteurs privé (formel) et public représentent respectivement 4 % et 6 % du nombre d'actifs.
- **Il y a un écart croissant entre l'économie réelle des communautés**, portée par l'agriculture (subsistance et commerce) **et les besoins de la nouvelle génération**, faiblement attirée par une filière jugée rentable seulement sur le long terme.
- **Moins de compétences spécifiques dans les localités urbaines** : dans les quartiers marginalisés de Douala et de Yaoundé (New-Bell, Nkongmondo, La Briqueterie), le nombre de répondants qui déclarent ne pas avoir de compétences spécifiques est significativement plus élevé en zone urbaine qu'en zone rurale. L'exemple des compétences en agriculture illustre bien ce phénomène ; les compétences éducatives sont également supérieures dans les deux localités rurales.
- **Un secteur tertiaire attractif** : l'éventail des compétences fait apparaître un réel désir d'acquérir des compétences dans le domaine des services (télécommunications, informatique, coiffure, esthétique, hôtellerie et restauration) au détriment des travaux manuels, où l'on observe peu d'appétence pour l'acquisition de compétences nécessaires aux métiers artisanaux et manuels (agriculture, élevage, soudure couture).
- **La majorité (77 %) des répondants de l'échantillon manifestent un intérêt pour créer et posséder leur propre entreprise.**

Acteurs économiques au Cameroun :

Au Cameroun, la politique d'emploi est du ressort du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle notamment à travers le Fonds National de l'Emploi (FNE) et l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP). Ces institutions agissent au travers d'un certain nombre de projets et des programmes spécialisés dans la promotion de l'emploi des jeunes. Les plus importants sont le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI), le Programme Emplois Diplômés (PED), Le Projet d'Insertion Socioéconomique des Jeunes par la création des Micros entreprises de Fabrication du Matériel Sportif (PIFMAS), et le Programme d'Appui au Retour des Immigrés Camerounais (PARIC).

DIMENSION SOCIALE

Migration et éducation : une relation complexe.

- Les **migrants de retour de l'échantillon ne sont pas « sous-scolarisés »** : plus de la moitié ont un niveau scolaire équivalent au lycée ; par ailleurs, les titulaires d'un diplôme universitaire (licence et master) sont surreprésentés au sein de l'échantillon des migrants de retour interrogés. **Les aspirations au départ sont, sur le plan scolaire, le fait des catégories intermédiaires, selon le modèle des frustrations relatives.**

Un accès aux services inégal entre les communautés :

- L'accès aux services est contrasté selon les communautés et les services. **La gestion de ces services est essentielle** : par exemple à Kumbo, l'accès à une eau potable de qualité dépend plus du conflit de gestion entre autorités plutôt que de la qualité de l'eau.
- Bien que d'importantes variations aient été constatées entre les communautés, il n'y a pas de différences significatives concernant l'accès aux services entre migrants de retour et membres de la communauté.

Acteurs sociaux au Cameroun

- Le **Ministère des Affaires Sociales** (MINAS) est en charge de l'accueil des migrants, mais pourrait jouer un rôle clé dans le soutien à l'accès aux services au niveau local grâce à sa présence sur l'ensemble du territoire camerounais.
- Les acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'accès aux services de base à travers l'entrepreneuriat social au niveau communautaire sont les mairies, les préfectures, les associations de migrants de retour, les associations d'appuis aux initiatives de développement rural, et les associations de jeunes.

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

- **Des aspirations à quitter la communauté non majoritaires parmi la population cible** : 41 % des répondants désirent quitter leurs communautés.

- Les **motifs de l'aspiration au départ** diffèrent également entre les communautés, cependant il convient de prendre en compte la pression exercée par les familles dans le processus de décision ainsi que la situation sécuritaire.
- **On note une variabilité importante des perceptions des migrants de retour selon les communautés étudiées** –de 50 % de perceptions négatives à Édéa à 63 % de perceptions positives à Kumbo.
- La moitié des répondants (46 %) ressentent un état de stress quotidiennement. **Les entretiens qualitatifs révèlent l'existence de lourds troubles psychosociaux**, notamment chez les migrants de retour récent. Près de la moitié de l'échantillon (51 %) dit vouloir avoir accès à un soutien psychosocial.
- La réintégration semble par conséquent (à l'heure actuelle) plus difficile au niveau individuel que communautaire, et est liée à des sentiments de honte et à des troubles psychosociaux accumulés lors de l'expérience migratoire et du retour (notamment pour les AVR).³

Acteurs psychosociaux :

- Les acteurs locaux se concentrent généralement sur la réintégration économique, il est donc crucial d'identifier des partenaires qui pourront se charger d'effectuer un accompagnement psychosocial des migrants de retour, selon les besoins individuels.
- Des relais communautaires peuvent contribuer à la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.

III. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les informations recueillies sur le terrain et sur la base des indicateurs développés dans le rapport régional et le rapport MEASURE³, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les sept communautés de l'étude au Cameroun. Dans un premier temps, un index est développé pour chacune des trois dimensions – économique, sociale, psychosociale – en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté ; ces trois index sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socioéconomiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures, la présence et la qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, les vulnérabilités observables, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc. Dans un second temps, un index synthétique représentant la moyenne arithmétique – sans poids particulier – des trois index précédents permet la définition d'un score de réintégration économique, sociale et psychosociale. Cette grille d'analyse pourra être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact de mi-parcours et finales ; des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de suivi interne de l'OIM Cameroun.

³ IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Reintegration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva.

Tableau 1 : Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées au Cameroun

	Pilier 1 Dimension économique		Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		Score de réintégration			
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Rang	Communauté	Score
Cameroun	1	Kumbo	0,81	Kumbo	0,92	Nkongmondo	0,74	1	Kumbo	0,78
	2	Nkongmondo	0,64	Nkongmondo	0,66	Kumbo	0,60	2	Nkongmondo	0,68
	3	Yaoundé	0,49	New-Bell	0,55	New-Bell	0,42	3	New-Bell	0,48
	4	New-Bell	0,46	Yaoundé	0,35	Édéa	0,25	4	Yaoundé	0,36
	5	Édéa	0,04	Édéa	0,21	Yaoundé	0,23	5	Édéa	0,17

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, et le niveau de vie au sein d'une communauté. Dans le tableau 2, on voit la très nette différence entre Kumbo (0,81) et Édéa (0,04), et les cinq autres communautés (0,64 à 0,46). Cela est dû particulièrement aux difficultés à accéder à l'emploi à Édéa, où le nombre de jeunes déclarant qu'ils n'exercent pas d'activités génératrices de revenus est particulièrement élevé (+19 points par rapport à la moyenne nationale). Par contraste, Kumbo se distingue par un plus faible taux de demandeurs d'emploi (-8 points) et une proportion moindre de jeunes qui n'exercent pas d'activités génératrices de revenus (-19 points).
- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, la documentation, la justice et l'application de la loi. Dans ce domaine, les scores très bas obtenus à Yaoundé (La Briqueterie) et à Édéa s'expliquent notamment par les défis de logement et d'accès aux soins.
- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.) au sein de la communauté et le besoin en services psychologiques spécialisés. L'indicateur prend également en compte l'incidence de la discrimination, de la participation sociale et des niveaux perçus de sécurité et de confiance au sein de la communauté. Plus de la moitié des répondants (51 %) déclarent vouloir recevoir un soutien psychologique, dont 77 % à la Briqueterie, 59 % à Édéa, et 66 % à Kumbo. Ces chiffres soulignent un état de détresse psychologique très élevé dans ces communautés où seuls 23 % disent avoir accès à une aide psychosociale.

Sur la base des index ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau suivant : en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants ; en gris, les enjeux pour lesquels l'action de l'OIM ne saurait apporter une réponse directe au niveau communautaire.

Tableau 2. Aperçu des défis socioéconomiques principaux par communauté

Enjeux communautaires	Édéa	Kumbo	New Bell	Nkongmondo	La Briqueterie
Eau					
Éducation					
Énergie					
Infrastructures					
Productivité agricole					
Environnement					
Cohésion sociale					
Logement					
Santé					
Assistance psychosociale					
Financement	Possibilité de plaider à l'échelle nationale				
Accès aux documents	Possibilité de plaider à l'échelle nationale				
Justice - Police	Possibilité de plaider à l'échelle nationale				

IV. APERÇU DES ACTEURS DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LEURS CAPACITÉS AU CAMEROUN

L'annonce du Président de la République, lors du discours de fin d'année 2017, d'une accélération du processus de décentralisation et le contexte de l'élection présidentielle prochaine consacre un momentum propice au renforcement des collectivités territoriales (CTD). L'extension des compétences et des moyens des CTD, en particulier des communes, pourrait avoir un impact positif sur toute une gamme d'acteurs locaux. L'appui à un cadre de développement local pourra ainsi permettre une plus grande sensibilisation des collectivités territoriales, et voir se renforcer les capacités des organisations de la société civile, dont celles déjà impliquées dans les questions de réintégration. La montée en puissance des Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ) bénéficiera également du transfert de compétences vers les services locaux. Ces centres permettront de lutter contre l'indifférence actuelle exprimée par certains acteurs et de « - écouter, visibiliser les gens, les accueillir » (Entretien, SMIC).

Plusieurs points d'attention dans l'écosystème actuel des parties prenantes de la réintégration au Cameroun méritent d'être soulignés. Certaines sont des freins à une meilleure prise en charge, d'autres constituent des opportunités pour une meilleure coordination des acteurs concernés par le processus de réintégration des migrants de retour.

Tableau 3 Opportunités et Obstacles de l'écosystème de réintégration

Opportunités	Obstacles
<p>Finalisation d'un groupe de travail interministériel sous la tutelle du</p> <p>Momentum favorable au renforcement des collectivités territoriales décentralisées en vue de l'élection présidentielle 2018.</p> <p>Multiplicité d'acteurs impliqués dans la réinsertion par l'emploi et l'entrepreneuriat de la diaspora camerounaise (FNE, MINJEC, GIZ, CCEY-CA, MIDECA)</p>	<p>Difficultés de coordination de la société civile camerounaise et manque de fonds propres.</p> <p>Peu de synergies entre la société civile, les organisations non gouvernementales et les acteurs institutionnels.</p>

Graphique 1 : Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures

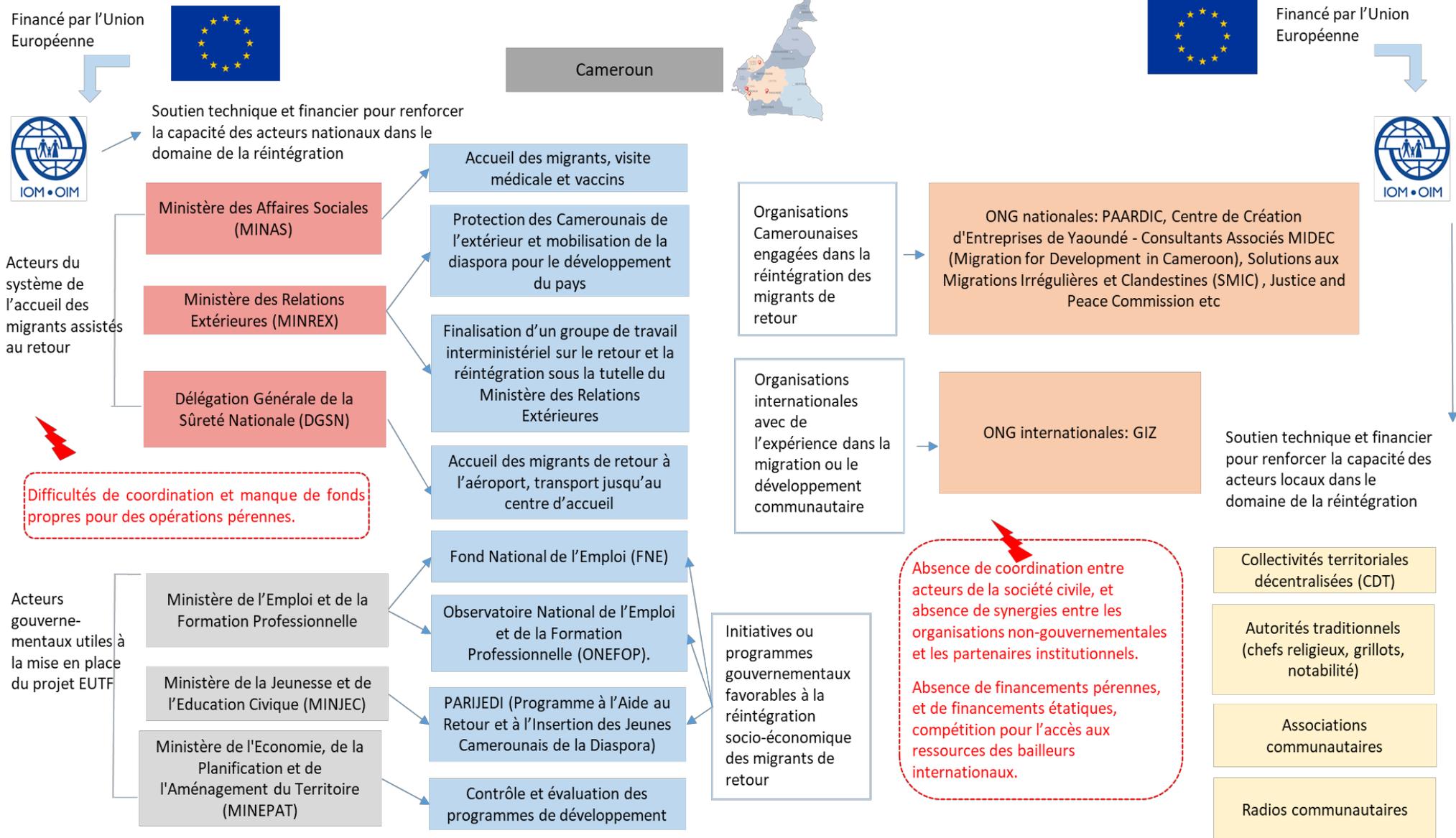


Tableau 4 : Partenariats structurels et généraux (indépendamment des chaînes de valeur ou des secteurs)

STRUCTURE D' INTÉGRATION SOCIALE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, PSYCHOSOCIALE	FINANCEMENT & QUALITÉ	RECHERCHE & INNOVATION			
<p>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux Délégation Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) Fonds National de l'Emploi (FNE) Groupement inter-patronal du (GICAM) Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Minefop) Ministère des Affaires Sociales (MINAS) Ministère des Relations Extérieures (MINREX) Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP). PARIJEDI (Programme à l'Aide au Retour et à l'Insertion des Jeunes Camerounais de la Diaspora)</p> <p>Intégration sociale et psychosociale AIDE 21 Amicale des Jeunes Solidaires de la Briqueterie Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo BAIWADAGA – ALLAH Centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ) Chefferies traditionnelles Justice and Peace Commission</p>	<p>Partenaires financiers et investisseurs sociaux Agence de Promotion des Investissements (API) APECCAM (Association Professionnelle des Établissements de Crédit du Cameroun) Association Nationale des Établissements de Microfinance du Cameroun (ANEMCAM). CEPAC-Solidarité ACEP Cameroun Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (COBAC) Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC)</p>	<p>Partenaires recherche Centre national de l'éducation (CNE), Yaoundé Cirad – Recherche Agronomique pour le Développement Institut de recherche pour le développement (IRD) Institut pour la recherche, le développement socioéconomique et la communication (IRESCO), Yaoundé, Mendong Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation</p>	<p>Secteur agricole et agroalimentaire Agence Française de Développement (AFD) Centre d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire (ProCISA) Conseil Agricole au Cameroun GIZ IFAD Ministère de l'Agriculture (MINADER) Organisations paysannes SNV World Structures rurales d'encadrement</p> <p>Partenaires en formation et développement des capacités Chambre de commerce, d'industrie, des mines et de l'artisanat au Cameroun Centre Régional d'Initiative et de Formation en Agriculture et nouvelles Technologies (CRIFAT) Cameroun École de l'Hôtellerie et du Tourisme de la CEMAC (EHT-CEMAC) ACERFI (Informatique) A Kumbo : Women's Empowerment Centre, The Social Center for Youth, the Jakiri Veterinary School à Kumbo À Édéa : Centre professionnel de l'association Jeunesse pour le Développement</p>	<p>Labellisation durable et standards éthiques, sociétaux et environnementaux Alimenterre – Développement agroalimentaire durable et équitable Art et Vie Cameroun – boutique de commerce équitable Ecocert – Organisme de Contrôle et de Certification pour l'Agriculture Biologique ; Fairtrade Foundation et Max Havelaar, ETHIQUABLE – Labels éthiques et environnementaux GRET – Développement solidaire Nitidae – Commerce International et Développement durable WOUOL – 'Entraide' commerce équitable.</p>	<p>Partenaires médias Agence Cameroun Presse Association de journalistes FFE Cameroun - Friedrich-Ebert-Stiftung Kamerun Office de Radiodiffusion–Télévision Camerounaise (CRTV)</p>

Tableau 5 : Partenariats possibles (par chaîne de valeur ou secteur et communauté)

Secteur collecte et recyclage de déchets	Secteur BTP	Secteur Hôtellerie tourisme	Filière Cacao	Filière Pomme de terre
Nkongmondo Yaoundé New-Bell Édéa	Nkongmondo Yaoundé New-Bell	Nkongmondo Yaoundé New-Bell	Kumbo Édéa	Kumbo Édéa
<ul style="list-style-type: none"> • Cœur d'Afrique • Eco Collect • Gmc Sarl • HYSACAM (Hygiène et Salubrité du Cameroun) • Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (Minepded) • Namé Recycling / Brasseries du Cameroun (SABC). Madiba & Nature Red-Plast • ERA Cameroun (Environnement Recherche et Action), • Plateforme Re-Sources, • Fondation Camerounaise de la Terre Vivante 	<ul style="list-style-type: none"> • SOMAF • SOBELTRA • Nicam Cameroun • Tupicam BTP Sarl • EGDA BTP • Vinci • Établissement camerounais des Techniciens Associés en BTP (ECTA-BTP) • Sitchom Construction • Ministère des Travaux Publics du Cameroun (MINTP) • Syndicat des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics du Cameroun • Confédération Syndicale des Travailleurs du Cameroun (C.S.T.C.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Association Camerounaise pour le Tourisme (AGTC) • Association de Valorisation du Tourisme Camerounais • Association pour un tourisme intégré, équitable et durable (TOCKEM) • Coupe d'Afrique des Nations (CAN) • Ministère du Tourisme et des Loisirs • Syndicat Patronal de l'Industrie de l'Hôtellerie et du Tourisme Cameroun (SPIHT) 	<ul style="list-style-type: none"> • CAMERCAP-PARC (Cameroon Policy Analysis and Research Center) • Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café (CICC) • Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) • National Cocoa Academy, • Transfol - programme de promotion de la transformation locale • World Cocoa Foundation 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire (ProCISA) • Coopérative des producteurs et opérateurs de la filière pomme de terre de la Menoua (PROPOTEM) • GIZ • Ministère de l'Agriculture (MINADER) • Programme d'appui à la relance de la filière pomme de terre (PRFPT)

Il est recommandé que l'OIM explore également les opportunités, et effectue des études approfondies portant sur d'autres secteurs, notamment :

- Le textile, notamment promu par la Stratégie de Développement de la Filière Coton-Textile-Confection par la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CCEAC)⁴.
- La brasserie (Société Anonyme des Brasseries du Cameroun, SABC)
- Les services à la personne (Jumia)

⁴ Voir http://www.coton-acp.org/sites/default/files/documents/downloads/strategie_coton_ceeac_version_07_juillet.pdf

Édéa Littoral

Population : 122 300 Type : Rural Langues parlées : français, anglais, bassa, bakoko, etc.



Édéa est une ville touristique de taille moyenne dans la région du Littoral, au Cameroun. Elle subit les effets de l'exode rural et fait face à une diminution de sa population qui se distingue par une relative homogénéité (surreprésentation des communautés bassas et bakokos). Surnommée « Ville lumière du Cameroun » en raison du barrage hydroélectrique qu'elle abrite, elle accueille également la compagnie nationale d'électricité, ENEO et des entreprises parapubliques (ALUCAM, SOCATRAL, SOCAPALM) qui sont un jalon pour l'évolution de la communauté. Avec la présence des coopératives agricoles, on y trouve un secteur informel conséquent (petits commerces, établissements, boutiques, quincailleries), ainsi que des micro-entreprises d'huile de palme et de savon, qui s'appuient sur un personnel rotatif. Toutefois, la communauté rencontre un certain nombre de problèmes liés à l'accès à l'eau potable, à la gestion des ordures ménagères et à l'assainissement.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ :

Une ville administrative

Édéa, chef-lieu du département de la Sanaga-Maritime, abrite un grand nombre de structures administratives. Tous les ministères y sont représentés.

L'existence de plusieurs coopératives

Sur le plan agropastoral, on note la présence de nombreuses coopératives (maïs, manioc, plantains).



« Eux-mêmes doivent s'organiser en groupements, associations ou même en petites coopératives de biens et des services divers. Il est toujours plus facile de financer ou d'accompagner un groupement plutôt qu'un individu » (entretien, Délégation départementale du Ministère de l'Économie).

Des opportunités de projets communautaires qui se heurtent à l'absence de mécanismes de suivi-évaluation

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE REVENUS

35 % Moyenne de l'échantillon : **54 %**

DOMAINES D'ACTIVITÉS CLÉS :

1. Agriculture (16 %)
2. Import-Export (11 %)
3. Hôtellerie-restauration (11 %)

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Édéa	Moyenne de l'échantillon
Education	+2	36%
Papiers d'identité	-2	22%
Logement	-12	30%
Accès aux soins	-6	42%
Eau potable	-5	32%
Justice et Police	+4	17%

% des répondants À LA RECHERCHE D'EMPLOI

44 % Moyenne de l'échantillon : **27 %**

% de répondants qui sont INTÉRESSÉS POUR MONTER LEUR PROPRE ENTREPRISE

85 % Moyenne de l'échantillon : **77 %**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de connexions personnelles

% de répondants qui PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

57 % Moyenne de l'échantillon : **63 %**

% de répondants qui ont LE BAC OU AU-DESSUS

65 % Moyenne de l'échantillon : **64 %**

% de répondants qui ONT SOUFFERT D'UNE MALADIE OU ACCIDENT L'ANNÉE DERNIÈRE

33 % Moyenne de l'échantillon : **35 %**

% de répondants qui ont DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE MOYENS

43 % Moyenne de l'échantillon : **44 %**

% de répondants qui ont QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT LA FIN

64 % Moyenne de l'échantillon : **57 %**

% de répondants QUI ONT UN GROUPE D'AMIS

54 % Moyenne de l'échantillon : **65 %**

% de répondants qui ONT UN RÉSEAU SUR LEQUEL S'APPUYER

47 % Moyenne de l'échantillon : **54 %**

% de répondants qui VEULENT ACCÉDER À DES SERVICES PSYCHOLOGIQUES

59 % Moyenne de l'échantillon : **51 %**

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NÉS DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTÉ

60 % Moyenne de
l'échantillon :
42 %

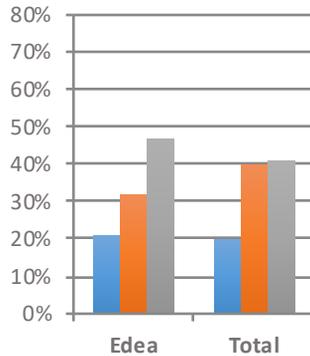
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ÉTRANGER

7 % Moyenne de
l'échantillon :
11 %

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS À
L'ÉTRANGER

80 % Moyenne de
l'échantillon :
77 %

DÉSIR DE MIGRER À L'ÉTRANGER



■ Je ne suis pas sûr ■ Non ■ Oui

RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

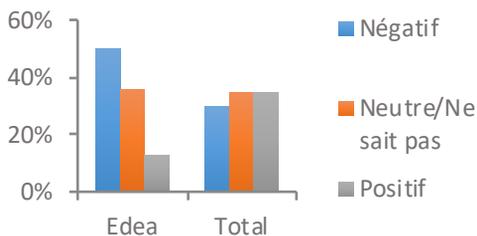
1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

13 % Moyenne de
l'échantillon :
17 %

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de répondants qui ont
ACCÈS À DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

13 % Sample
average:
23%

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINÉS

52 % Sample
average:
45%

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS :

- Coopératives agricoles
- PME impliquées dans la réintégration économique des migrants

CONTRAINTES :

- Manque de main-d'œuvre agricole
- Absence de soutien des coopératives existantes
- Absence de mécanismes de suivi-évaluation des projets

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Population homogène
- Existence d'associations
- Plan de développement communal (PCD) développé par le MINEPAT et la Commune urbaine d'Édéa

CONTRAINTES :

- Perceptions négatives des « voyageurs » ; désintérêt relatif au sort des migrants de retour

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Des associations de jeunesse

CONTRAINTES :

- Absence de formation au suivi psychosocial

ANALYSE DES ACTEURS/PARTIES PRENANTES

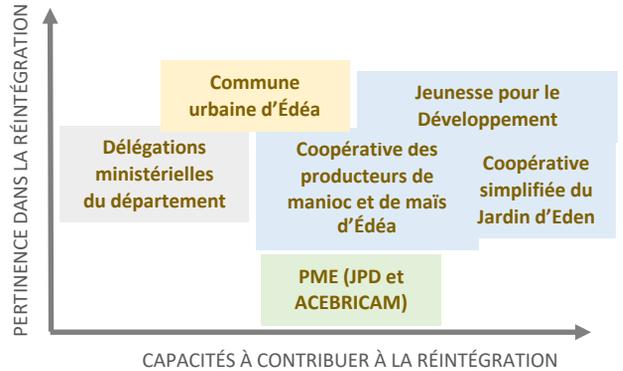
Acteurs engagés dans la communauté :

Coopératives agricoles : les coopératives agricoles d'Édéa sont une initiative des migrants de retour dans le cadre du projet de mise en œuvre des activités génératrices de Revenus (AGR) en faveur des migrants de retour de la région du Littoral.

PME : ACEBRICAM a été créée par un migrant de retour de Chine et est en faveur à l'emploi des jeunes migrants de retour. JPD, atelier industriel de construction métallique, recrute et forme de nombreux jeunes, dont des migrants de retour.

Communauté urbaine : elle est disposée à mettre sur pied un plan communal de développement (PCD) qui intégrerait la problématique de la réintégration socio-économique des migrants de retour.

Associations : Plusieurs associations, dont « Jeunesse Pour le Développement », fondée et conduite par deux jeunes migrants de retour, et qui proposent un encadrement des jeunes de la localité.



PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

- Formation professionnelle et subvention des coopératives
- Formation au suivi psychosocial
- Évaluation des capacités de Jeunesse pour le Développement pour un partenariat potentiel avec l'OIM et leur centre de formation professionnelle

INTERVENTIONS POSSIBLES :

Création d'une plate-forme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plate-forme de recensement des migrants de retours, gérée conjointement par la Commune urbaine, et les associations. L'identification précise des migrants de retour

- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Commune urbaine, Jeunesse pour le Développement

Encadrer et soutenir le développement des coopératives agricoles

- Encadrer la formalisation administrative des coopératives
- Proposer des formations en management aux gérants de ces coopératives, et des formations en techniques agricoles aux employés
- Monter un plan de subventions des coopératives en partenariat avec la Commune urbaine
- Élaborer un plan stratégique de suivi-évaluation des projets

Partenaires : Coopératives agricoles, Délégations départementales du MINEFOP & Ministère de l'Agriculture et du Développement rural

Développement de l'offre de formation professionnelle

- Évaluer les demandes en formation des jeunes d'Édéa
- Proposer des formations professionnelles en partenariat avec les centres de formation professionnelle existants (CMPJ)

Partenaires : Centre de formation professionnelle de Jeunesse pour le Développement, MINJEC

Sensibiliser les acteurs locaux à la prise en charge psychosociale

Les acteurs locaux étant tournés vers la réintégration économique, il faut identifier les partenaires qui pourront se charger d'effectuer un accompagnement psychosocial des migrants de retour, selon les besoins individuels

Partenaires : associations ethno-culturelles, MINAS, MINJEC

OBJECTIFS :

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

CRÉATION DE PÉPINIÈRES COMMUNAUTAIRES D'EMPLOI À TRAVERS LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

ÉLABORATION D'UN CIRCUIT COMMUNAUTAIRE DE SUIVI PSYCHOSOCIAL

Kumbo

Nord-Ouest

Population : 83 079

Type : Rural

Langues parlées : lamnso, pidgin, anglais

Kumbo (également appelée Banso) est le chef-lieu du département du Bui, situé dans la région du Nord-Ouest. Aujourd'hui foyer de la contestation sécessionniste, le modèle social de Kumbo repose sur un système de grandes familles influentes d'où sont issues les autorités traditionnelles. L'exploitation agricole (café, cacao, pommes de terre, tomates, haricots, noix de kola) et l'élevage constituent la principale source de revenus de la communauté, ainsi que le commerce informel de ces produits agricoles, appelé « buyam and sellam ». Le potentiel d'industrialisation de la communauté est conséquent au regard des matières premières disponibles (carrières de pierre, terres arables).

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ :

Crise sociopolitique et enlèvement

Les attaques à répétition de Boko Haram le long de la frontière avec le Nigéria ont provoqué une diminution importante des flux commerciaux transfrontaliers, et ont fait chuter la rentabilité du secteur agricole. Par ailleurs, la cohésion sociale se trouve fortement menacée par la crise dans la partie anglophone qui augmente la défiance des populations face aux autorités administratives.

Des réseaux de trafics et de traite d'êtres humains tournés vers le Moyen-Orient

La communauté de Kumbo est un des foyers des victimes des réseaux de traites (Koweït, Liban et Dubaï). Les retours ont récemment augmentés et les traumatismes psychosociaux sont importants.



"Kumbo has huge potential for industrialisation (...) It has huge deposits of stones, great land for agriculture, water and other elements that favour industrialisation, such as potato, tomato, and cattle" (Entretien, Sub-division Office for Youth Affairs)

Un des défis majeurs de la communauté est l'obtention de subventions pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus (AGR) de plus grande ampleur dans l'exploitation agricole et l'élevage.

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE REVENUS

73 % Moyenne de l'échantillon : **54 %**

DOMAINES D'ACTIVITÉS CLÉS :

1. Petit commerce (12 %)
2. Éducation (11 %)
3. Import-Export (11 %)

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Édés	Moyenne de l'échantillon
Education	+4	36%
Papiers d'identité	-3	22%
Logement	+13	30%
Accès aux soins	+32	42%
Eau potable	-1	32%
Justice et Police	-2	17%

% des répondants À LA RECHERCHE D'EMPLOI

19 % Moyenne de l'échantillon : **27 %**

% de répondants qui sont INTÉRESSÉS POUR MONTER LEUR PROPRE ENTREPRISE

82 % Moyenne de l'échantillon : **77 %**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de connexions personnelles

% de répondants qui PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

65 % Moyenne de l'échantillon : **63 %**

% de répondants qui ont LE BAC OU AU-DESSUS

67 % Moyenne de l'échantillon : **64 %**

% de répondants qui ONT SOUFFERT D'UNE MALADIE OU ACCIDENT L'ANNÉE DERNIÈRE

38 % Moyenne de l'échantillon : **35 %**

% de répondants qui ont DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE MOYENS

50 % Moyenne de l'échantillon : **44 %**

% de répondants qui ont QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT LA FIN

33 % Moyenne de l'échantillon : **57 %**

% de répondants QUI ONT UN GROUPE D'AMIS

86 % Moyenne de l'échantillon : **65 %**

% de répondants qui ONT UN RÉSEAU SUR LEQUEL S'APPUYER

69 % Moyenne de l'échantillon : **54 %**

% de répondants qui VEULENT ACCÉDER À DES SERVICES PSYCHOLOGIQUES

66 % Moyenne de l'échantillon : **51 %**

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NÉS DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTÉ

24 % Moyenne de
l'échantillon :
42 %

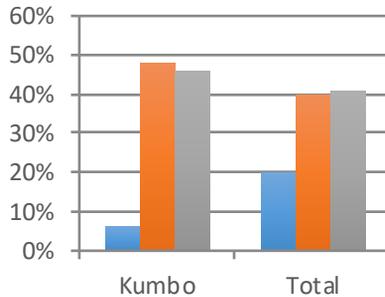
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ÉTRANGER

18 % Moyenne de
l'échantillon :
11 %

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS À
L'ÉTRANGER

77 % Moyenne de
l'échantillon :
77 %

DÉSIR DE MIGRER À L'ÉTRANGER



■ Je ne suis pas sûr ■ Non ■ Oui

RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

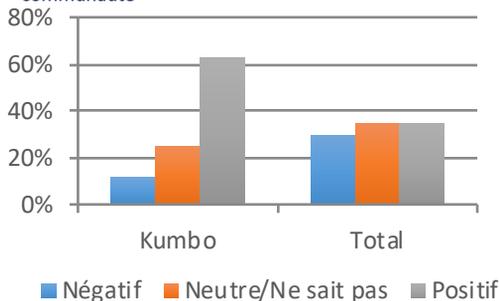
1. Études
2. Raisons économiques
3. Raisons familiales

RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

26 % Moyenne de
l'échantillon :
17 %

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de répondants qui ont
ACCÈS À DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

34 % Moyenne de
l'échantillon :
23 %

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINÉS

79 % Moyenne de
l'échantillon :
45 %

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS :

- Exploitation agricole (coopératives)
- Secteur industriel, avec la transformation de produits agricoles, et l'exploitation des carrières de pierres (sable, gravier).
- Travaux publics (électricité, routes)

CONTRAINTES :

- Déclin du commerce transfrontalier
- Manque d'unités de transformation industrielle
- Rareté de l'accès aux crédits

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Réseaux d'aide et tissu associatif développés
- Initiatives existantes (coopératives, GIC)
- Plusieurs centres de formation professionnelle

CONTRAINTES :

- Manque de recensement et identification des besoins en réintégration
- Peu de subventions et appuis financiers aux microprojets et groupes d'intérêts communs (GIC)

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Associations confessionnelles et OSC impliquées dans le « réarmement moral »

CONTRAINTES :

- Absence de formation en accompagnement psychosocial

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS/PARTIES PRENANTES

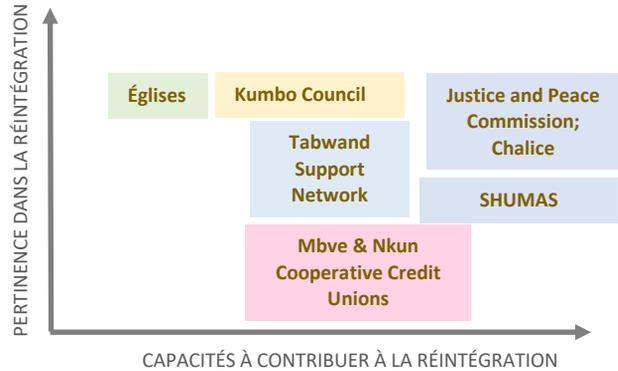
Acteurs engagés dans la communauté :

Autorités religieuses : les institutions religieuses occupent une place essentielle à Kumbo. Les Églises font partie des principaux employeurs des jeunes de la communauté. Elles gèrent un certain nombre de centres d'orientation et de formation professionnelle. Au niveau sociopolitique, elles jouent le rôle de médiateur entre les autorités traditionnelles et administratives dans le contexte de crise actuelle.

Kumbo Council : la municipalité de Kumbo a des projets en cours d'exécution qui peuvent contribuer à la création d'emplois (unité de transformation de pommes de terres). Les collaborations avec les ONG et les réseaux d'aide méritent d'être encouragées.

Associations : « Justice and Peace Commission » prend en charge la réhabilitation socio-économique des victimes de la traite, et des migrants de retour, et est très active dans la médiation des conflits fonciers résultant des retours des migrants. Tabwand Support Network organise des séminaires de sensibilisation et d'orientation pour les jeunes.

ONG : Shumas (Strategic Humanitarian Services) s'active dans le développement durable et l'agriculture à travers un certain nombre de programmes de formation (Biofarm, 14 000 formés)



PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

- Octroyer de subventions aux coopératives et aux GIC existants à travers Justice and Peace et Shumas
- Former les organisations religieuses au soutien psychosocial
- Évaluer les capacités de Shumas pour un partenariat potentiel avec l'OIM sur le renforcement de leurs programmes de formation

INTERVENTIONS POSSIBLES :

Création d'une plate-forme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plate-forme des migrants de retour, matérialisée par un foyer d'accueil géré par des organisations dynamiques de la société civile permettrait :

- L'identification des migrants à prendre en charge
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Justice and Peace Commission, Shumas, Sub-Division Office for Youth Affairs

Formation des OSC et des autorités religieuses en accompagnement psychosocial

Plusieurs organisations ont déjà mis en place des mécanismes d'écoute, de suivi et de conseil, cependant les traumatismes psychopathologiques courants (notamment dus à la traite) doivent faire l'objet d'une prise en charge spécifique. Le pasteur, le prêtre de l'Église presbytérienne et l'imam sont des autorités écoutées et respectées. Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial doivent être renforcées.

Partenaires : Justice and Peace Commission, Tabwand Network, autorités religieuses.

Développement du potentiel d'industrialisation

- Accélérer la réalisation des projets de création d'unités de transformation industrielle initiés par la municipalité de Kumbo
- Moderniser les techniques de production laitière des Mbororos afin d'augmenter l'offre en produits laitiers de Tadu Dairy

Partenaires : Shumas, Kumbo Council, Tadu Dairy, Ntatin Enterprise

Financer les programmes de formation professionnelle et octroyer des subvention aux projets des GIC

Shumas œuvre en faveur de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture durable et des travaux publics, et l'autonomisation des techniciens formés ; « Justice and Peace » subventionne des microprojets de GIC.

OBJECTIFS :

RECOMMANDATIONS

RECENSEMENT ET ÉVALUATION DES BESOINS

RENFORCER LES COMPÉTENCES EN RÉINTÉGRATION PSYCHOSOCIALE DES OSC ET ASSOCIATIONS CONFESIONNELLES

CRÉATION D'EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEURS

New Bell

Littoral (Douala)

Population :
261 407
(Douala II)

Type :
Urbain

Langues parlées :
français, anglais, bassa,
douala, bamiléké,
foufouldé



New Bell (Douala II) est un quartier historique, qui abrite le marché central et la prison centrale de Douala. À la pluralité de communautés (Bamiléké, Bassa, Bamoun) qui résident dans la zone s'ajoute un grand nombre de migrants venus des pays d'Afrique de l'Ouest (Mali, Sénégal, etc.) d'une part, en activité dans le marché central, et des pays voisins (Centrafrique), d'autre part. Quartier marginalisé, la rareté des services de base (santé, éducation) favorise une économie informelle tournée vers le petit commerce et l'artisanat.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ :

Un quartier de commerçants

New-Bell bénéficie de la proximité du marché central de Douala. La zone se caractérise par de nombreuses petites échoppes individuelles (couturiers, tisseurs, fabricants de sandales, vendeuses de beignets bouillis, fabricants de vin artisanal, bili-bili), mais aussi par l'importance du commerce ambulancier et les motos-taxis.

Une zone marquée par le banditisme

Malgré une cohésion sociale ascendante, le niveau d'insécurité est jugé préoccupant par les résidents de New Bell : les attaques à main armée et les vols sont journaliers. Pour y faire face, des comités de vigilances ont été mis sur pied et sont encadrés par les chefs traditionnels.



« Le commerce est la principale activité qui offre des opportunités d'emploi au niveau de notre communauté »
(KII, Secrétaire général de la Mairie de Douala II)

Un des freins majeurs à la réintégration à New-Bell est la pauvreté de son tissu associatif tourné vers le développement

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec
UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE
REVENUS

53 % Moyenne de
l'échantillon :
54 %

DOMAINES D'ACTIVITÉS CLÉS :

1. Petit commerce (10 %)
2. Import-Export (7 %)
3. Restauration (6 %)

% de répondants qui sont
INTÉRESSÉS POUR MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

65 % Moyenne de
l'échantillon :
77 %

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de compétences

% de répondants qui ont
DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

46 % Moyenne de
l'échantillon :
44 %

% de répondants qui ont
QUITTE L'ÉCOLE AVANT
LA FIN

57 % Moyenne de
l'échantillon :
57 %

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	New Bell	Moyenne de l'échantillon
Education	+2	36%
Papiers d'identité	+3	22%
Logement	+3	30%
Accès aux soins	-3	42%
Eau potable	+11	32%
Justice et Police	+2	17%

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

60 % Moyenne de
l'échantillon :
63 %

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-
DESSUS

62 % Moyenne de
l'échantillon :
64 %

% de répondants
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

65 % Moyenne de
l'échantillon :
65 %

% de répondants qui
ONT UN RÉSEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

40 % Moyenne de
l'échantillon :
54 %

% des répondants
À LA RECHERCHE
D'EMPLOI

26 % Moyenne de
l'échantillon :
27 %

% de répondants qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNÉE DERNIÈRE

39 % Moyenne de
l'échantillon :
35 %

% de répondants qui
VEULENT ACCÉDER À
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

26 % Moyenne de
l'échantillon :
51 %

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NÉS DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTÉ

36 % Moyenne de
l'échantillon :
42 %

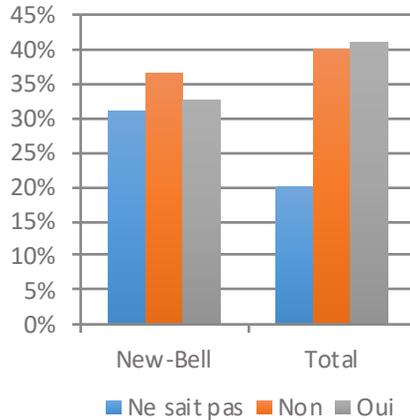
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ÉTRANGER

8 % Moyenne de
l'échantillon :
11 %

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS À
L'ÉTRANGER

74 % Moyenne de
l'échantillon :
77 %

DÉSIR DE MIGRER À L'ÉTRANGER



RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

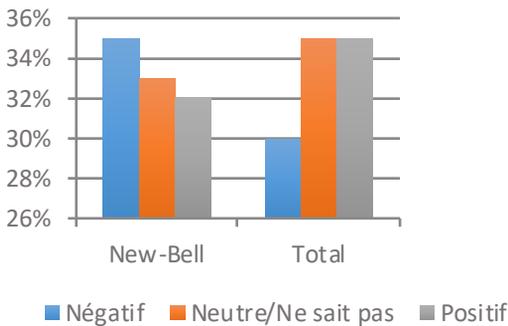
1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

14 % Moyenne de
l'échantillon :
17 %

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de répondants qui ont
ACCÈS À DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

13 % Moyenne de
l'échantillon :
23 %

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINÉS

28 % Moyenne de
l'échantillon :
45 %

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS :

- Auto-entrepreneuriat social/innovant
- Artisanat dynamique grâce au marché central

CONTRAINTES :

- Absence de l'offre en formations qualifiantes
- Rareté de l'accès au crédit

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Cohésion sociale ascendante
- Les « Parlements » des migrants de retour (groupes de discussion de jeunes du quartier)
- Le CMPJ de New-Bell
- La prise en charge des institutions religieuses

CONTRAINTES :

- Perceptions négatives des migrants de retour
- Faible tissu associatif tourné vers le développement
- Absence d'identification des migrants de retour et de leurs besoins

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- La prise en charge des institutions religieuses (aumônier, paroisses)

CONTRAINTES :

- Absence de formation au suivi psychosocial
- Difficultés de maintenir le contact avec les migrants de retour

ANALYSE DES ACTEUR/PARTIES PRENANTES

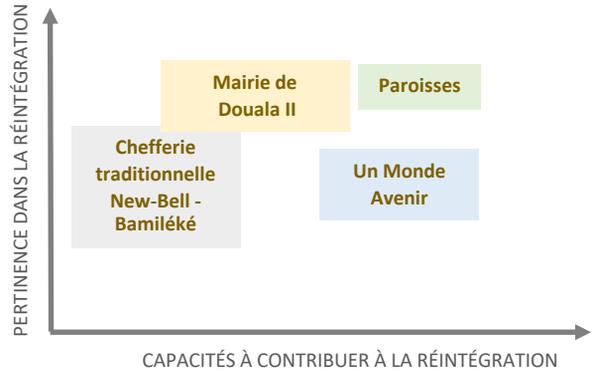
Acteurs engagés dans la communauté :

Institutions religieuses : le soutien psychosocial émane principalement des acteurs ecclésiastiques (aumôniers, paroisses). La paroisse PK8 de Douala a été désignée pour le suivi, l'écoute et l'accompagnement des jeunes migrants de retour ou des étrangers, dans un « camp de suivi » des migrants.

Chefs traditionnels : le chef traditionnel de New Bell-Bamiléké et les chefs de blocs assurent un maillage territorial important du quartier.

Douala II : la municipalité de Douala II organise des séminaires d'informations et de sensibilisation à la Mairie pour le soutien des migrants, ainsi que des stages de vacances en faveur de l'emploi temporel des jeunes de la commune.

Associations : à Douala, l'association « Un Monde Avenir » s'est spécialisé dans l'accueil de migrants à la frontière avec la Guinée équatoriale. Son expérience dans l'orientation des migrants vers des cellules psychologiques, et dans la médiation avec les familles des migrants de retour en fait un partenaire potentiel.



PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

- Formation professionnelle
- Formation en accompagnement psychosocial des acteurs locaux
- Évaluation des capacités d'Un Monde Avenir pour un partenariat potentiel avec l'OIM sur un système de médiation avec les familles des migrants de retour

INTERVENTIONS POSSIBLES :

Création d'une plate-forme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plate-forme de recensement des migrants de retours, gérée conjointement par le Centre multifonctionnel de promotion de la Jeunesse (CMPJ) et par des associations comme Un Monde Avenir :

- L'identification précise des migrants de retour
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir

Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial

Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial doivent être renforcées, en particulier ceux qui assurent un soutien actif dans ce domaine : le CMPJ, la communauté ecclésiastique et un Monde Avenir.

Partenaires : CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir

Développement de centres de formation professionnelle

- Évaluer les demandes en formation des jeunes du quartier ;
- Encourager la création d'une confectionnerie pour former aux métiers de la couture et du tissage à New Bell afin de répondre à la forte demande des jeunes de New Bell Bamiléké

Partenaires : Chefferie traditionnelle, Mairie Douala II

Financer les initiatives d'entrepreneuriat solidaire

- Formaliser un partenariat avec **Solutionneurs Initiatives**, un incubateur en entrepreneuriat social basé à Yaoundé, pour développer des programmes de formations en ESS
- Recenser et octroyer des subventions aux projets innovants répondant aux problèmes de la communauté (tri des déchets, insécurité, accès à l'information, etc.)
- **Soutenir la création d'une zone commerciale pour désengorger le marché central, avec des comptoirs réservés aux entrepreneurs solidaires**

OBJECTIFS :

RECOMMANDATIONS

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

SOUTENIR LA RÉINTÉGRATION PSYCHOSOCIALE PAR LES ACTEURS LOCAUX

DÉVELOPPEMENT ET APPUI DE L'AUTO-ENTREPRENEURIAT ET DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NÉS DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTÉ

36 % Moyenne de
l'échantillon :
42 %

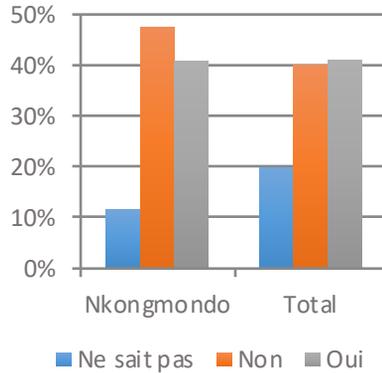
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ÉTRANGER

11 % Moyenne de
l'échantillon :
11 %

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS À
L'ÉTRANGER

77 % Moyenne de
l'échantillon :
77 %

DÉSIR DE MIGRER À L'ÉTRANGER



RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

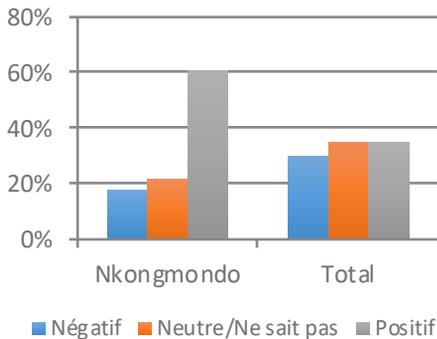
1. Opportunités économiques
2. Né à l'étranger
3. Conflit

RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

8 % Moyenne de
l'échantillon :
17 %

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de répondants qui ont
ACCÈS À DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

29 % Moyenne de
l'échantillon :
23 %

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINÉS

20 % Moyenne de
l'échantillon :
45 %

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS :

- Auto-entrepreneuriat social/innovant
- Artisanat

CONTRAINTES :

- Absence de l'offre en formations qualifiantes
- Difficultés d'accès aux services de base
- Rareté de l'accès au crédit

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Rencontres sportives fréquentes
- Existence d'associations de jeunesse dynamiques

CONTRAINTES :

- Faible tissu associatif tourné vers le développement
- Absence d'identification des migrants de retour et de leurs besoins

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Des associations de jeunes

CONTRAINTES :

- Absence de formation au suivi psychosocial

ANALYSE DES ACTEURS/PARTIES PRENANTES

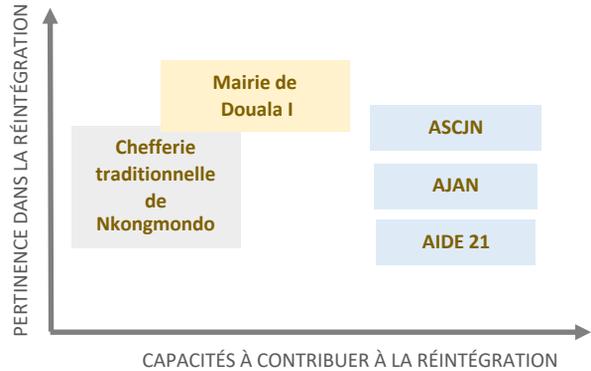
Acteurs engagés dans la communauté :

Institutions religieuses : le soutien psychosocial émane principalement des acteurs ecclésiastiques.

Chefs traditionnels : le chef traditionnel de New Bell-Bamiléké et les chefs de blocs assurent un maillage territorial important du quartier.

Douala II : la municipalité de Douala II organise des séminaires d'informations et de sensibilisation à la Mairie pour le soutien des migrants, ainsi que des stages de vacances en faveur de l'emploi temporel des jeunes de la commune.

ONG : à Douala, l'association « Un Monde Avenir » s'est spécialisé dans l'accueil de migrants à la frontière avec la Guinée-Equatoriale. Son expérience dans l'orientation des migrants vers des cellules psychologiques, et dans la médiation avec les familles des migrants de retour en fait un partenaire potentiel. Aide21 a apporté une assistance psychologique aux réfugiés centrafricains, en partenariat avec la Croix-Rouge camerounaise et le HCR.



PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

- Formation professionnelle
- Formation en accompagnement psychosocial des acteurs locaux
- Évaluation des capacités d'AIDE 21 pour un partenariat potentiel avec l'OIM sur un système de médiation avec les familles des migrants de retour

INTERVENTIONS POSSIBLES :

Création d'une plate-forme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plate-forme de recensement des migrants de retours, gérée conjointement par la Mairie et les associations. L'existence de « Parlement

- L'identification précise des migrants de retour
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, Associations des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo

Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial

Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial doivent être renforcées, en particulier ceux qui assurent un soutien actif dans ce domaine.

Partenaires : AIDE 21, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo

Développement de centres de formation professionnelle

- Évaluer les demandes en formation des jeunes du quartier ;
- Proposer des formations professionnelles dans le secteur de la construction

Partenaires : Chefferies traditionnelles, Mairie Douala I, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Happy Construction Ltd

Financer les initiatives de l'entrepreneuriat solidaire

- Formaliser un partenariat avec **Solutionneurs Initiatives**, un incubateur en entrepreneuriat social basé à Yaoundé, pour développer des programmes de formations en ESS
- Recenser et octroyer des subventions aux projets innovants répondant aux problèmes de la communauté (tri des déchets, insécurité, accès à l'information, etc.)

OBJECTIFS :

RECOMMANDATIONS

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

ENCOURAGER LA PRISE EN CHARGE PSYCHOSOCIALE PAR LES ASSOCIATIONS LOCALES

DÉVELOPPEMENT ET APPUI DE L'AUTO-ENTREPRENARIAT SOLIDAIRE : ENCOURAGER LES PROJETS INNOVANTS POUR LA COMMUNAUTÉ

La Briqueterie

Centre (Yaoundé)

Population :
336 381
(Yaoundé 2)

Type :
Urbain

Langues parlées :
Français, Anglais,
Foufoulé



La Briqueterie (Yaoundé II) est un quartier central très peuplé de Yaoundé qui abrite la mosquée centrale. La population est majoritairement musulmane, regroupant de nombreux ressortissants des régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua (les foulbés, les Moudams, les Haoussa, les Toupouri, les Kidika, les Kidar, Kapsiki...). La communauté est également marquée par l'immigration des ressortissants de pays d'Afrique de l'Ouest, principalement originaire du Nigéria et du Mali. Le secteur informel est principalement tourné vers la confection textile (ateliers couture, vente de tissu, pagnes, prêt-à-porter). Deux grands dépôts dans la communauté emploient des manutentionnaires à la tâche.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ :

Le textile, un artisanat dynamique

La Briqueterie accueille de nombreux artisans du textile, couturiers, confectionneurs, tisseurs dont les produits sont vendus dans les boutiques de prêt-à-porter du quartier.

Une très forte cohésion sociale

Malgré la marginalisation socio-économique, le quartier de la Briqueterie se distingue par ses mécanismes de solidarité et l'éventail des associations confessionnelles tourné vers le développement du quartier.



« La cohésion sociale est la marque première de notre communauté, c'est dans nos mœurs (...) Pour ce qui est des conditions économiques, elles sont consubstantielles au contexte économique du pays. Dans notre communauté, le nombre de pauvres s'est accru pendant que le nombre de riches décroît, et ce, considérablement. » (KII, Synergie de la Nouvelle Génération des Jeunes Musulmans de la Briqueterie)

L'accès aux services publics de base est un problème majeur à La Briqueterie.

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec
UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE
REVENUS

50 % Moyenne de l'échantillon : **54 %**

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS :

1. Commerce de gros (12 %)
2. Petit commerce (11 %)
3. Restauration (11 %)

% de répondants qui sont
INTÉRESSÉS POUR MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

75 % Moyenne de l'échantillon : **77 %**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de connexions personnelles

% de répondants qui ont
DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

37 % Moyenne de l'échantillon : **44 %**

% de répondants qui ont
QUITTE L'ÉCOLE AVANT
LA FIN

68 % Moyenne de l'échantillon : **57 %**

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	La Briqueterie	Moyenne de l'échantillon
Education	-15	36%
Papiers d'identité	-6	22%
Logement	-11	30%
Accès aux soins	-9	42%
Eau potable	-10	32%
Justice et Police	-3	17%

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

65 % Moyenne de l'échantillon : **63 %**

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-DESSUS

60 % Moyenne de l'échantillon : **64 %**

% de répondants
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

53 % Moyenne de l'échantillon : **65 %**

% de répondants qui
ONT UN RÉSEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

55 % Moyenne de l'échantillon : **54 %**

% des répondants
À LA RECHERCHE
D'EMPLOI

23 % Moyenne de l'échantillon : **27 %**

% de répondants qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNÉE DERNIÈRE

27 % Moyenne de l'échantillon : **35 %**

% de répondants qui
VEULENT ACCÉDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

77 % Moyenne de l'échantillon : **51 %**

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NÉS DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTÉ

52 % Moyenne de
l'échantillon :
42 %

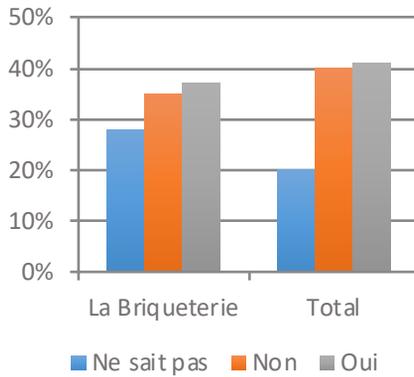
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ÉTRANGER

13 % Moyenne de
l'échantillon :
11 %

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS À
L'ÉTRANGER

78 % Moyenne de
l'échantillon :
77 %

DÉSIR DE MIGRER À L'ÉTRANGER



RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

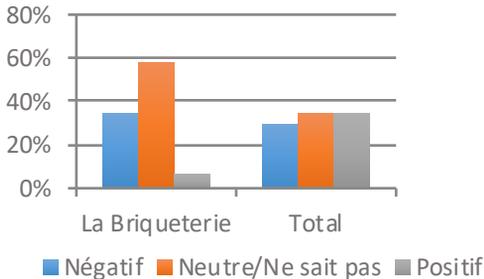
1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Né à l'étranger

RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTE ET OPPORTUNITÉS

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

23 % Moyenne de
l'échantillon :
17 %

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de répondants qui ont
ACCÈS À DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

27 % Moyenne de
l'échantillon :
23 %

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINÉS

48 % Moyenne de
l'échantillon :
45 %

DIMENSION ÉCONOMIQUE

OPPORTUNITÉS :

- Auto-entrepreneuriat social/innovant
- Artisanat dynamique (textile, bijouterie)
- Réseaux de micro-entreprises de migrants

CONTRAINTE :

- Défiance des jeunes face à l'offre de formations
- Rareté de l'accès au crédit

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Forte cohésion sociale et solidarité de la population
- Peu de stigmatisation des migrants de retour
- L'engagement des associations confessionnelles
- L'Observatoire de la Jeunesse/ CMPJ

CONTRAINTE :

- Absence de recensement des migrants de retour et de leurs besoins

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITÉS :

- Présence d'anciens migrants, les « aînés » qui possèdent leurs entreprises

CONTRAINTE :

- Absence de formation au suivi psychosocial
- Difficultés de maintenir le contact avec les migrants de retour

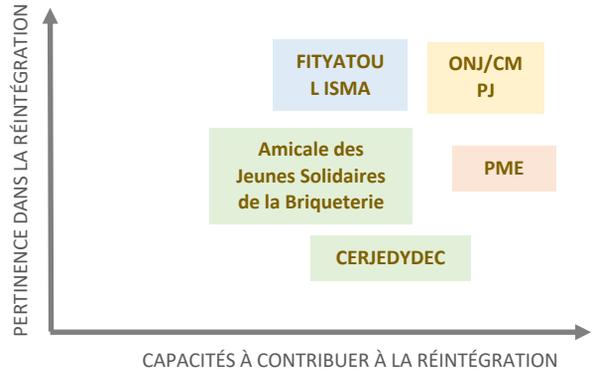
ANALYSE DES ACTEURS/PARTIES PRENANTES

Acteurs engagés dans la communauté :

PME : un partenariat entre un réseau d'ateliers et de micro-entreprises (couture, bijouterie) et des associations en charge de la réintégration économique des jeunes migrants de retour (Fityatoul Isma, Jeunesse Islamique et Développement) permettent de placer les jeunes de retour.

CMPJ : dispositif du MINJEC, le Centre Multifonctionnel de promotion de la Jeunesse (CMPJ) de la Commune de Yaoundé II installé dans le proche quartier de Madagascar est l'un des centres spécialisés de la capitale qui proposent aux jeunes migrants de retour de la communauté de la Briqueterie des formations professionnelles de courte durée.

Associations confessionnelles : elles assurent la prise en charge des migrants de retour dans le quartier, notamment en matière de formation professionnelle (couture, broderie, artisanat) et de placement.



PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

- Formation professionnelle
- Financement de projets
- Évaluation des capacités de Fityatoul Isma pour un appui potentiel de l'OIM

INTERVENTIONS POSSIBLES :

Création d'une plate-forme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins

La création d'une plate-forme de recensement des migrants de retour à La Briqueterie, gérée conjointement par l'Observatoire de la Jeunesse Centre multifonctionnel de promotion de la Jeunesse (CMPJ) et :

- L'identification précise des migrants de retour
- La diffusion des informations sur les types de soutiens disponibles
- L'évaluation des besoins en accompagnement psychosocial
- L'évaluation des besoins en formation professionnelle
- La constitution de groupes d'intérêts communs (GIC)

Partenaires : Observatoire National de la Jeunesse, Fityatoul Isma

Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial

Les capacités des acteurs en matière de suivi psychosocial, notamment des associations confessionnelles, qui assurent déjà en partie la réintégration économique des jeunes, doivent être renforcées.

Partenaires : CMPJ, Fityatoul Isma, Amicale des Jeunes Solidaires de la Briqueterie, BAIWADAGA – ALLAH

Diversification de l'offre de formation professionnelle

- Évaluer les demandes en formation des jeunes du quartier ;
- Renforcer les capacités de Fityatoul Isma pour encourager la formation et la placement en ateliers des jeunes migrants de retour.
- Encourager des programmes de formation professionnelle adaptés aux besoins exprimés au CMPJ.

Partenaires : ONJ/CMPF

Financement des initiatives de l'entrepreneuriat solidaire

- Formaliser un partenariat avec **Solutionneurs Initiatives**, un incubateur en entrepreneuriat social basé à Yaoundé, pour développer des programmes de formations en ESS
- Recenser et octroyer des subventions aux projets innovants répondant aux problèmes de la communauté (tri des déchets, insécurité, assainissement, accès à l'information, etc.)

OBJECTIFS :

RECOMMANDATIONS

RECENSEMENT DES PROFILS INDIVIDUELS ET DES BESOINS

RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL DES ASSOCIATIONS CONFESSIONNELLES

DÉVELOPPEMENT ET APPUI DE L'AUTO-ENTREPRENARIAT ET DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

V. RECOMMANDATIONS POUR OIM – Cameroun

Cette section présente les approches et activités recommandées à l'OIM Cameroun dans les trois dimensions de la réintégration – économique, sociale et psychosociale. Afin d'assurer une réintégration durable, les mécanismes de réintégration doivent être envisagés dans le court et long terme.

- **Court terme / phase de réinsertion.** Le soutien reçu immédiatement après le retour permet d'identifier les cas de vulnérabilités économiques, sociales et psychosociales – que ce soient des cas d'insécurité alimentaire, de rejet familial violent, d'une grossesse, d'une maladie, ou d'un traumatisme. Atténuer ces vulnérabilités est crucial afin de poser les bases d'une réintégration réussie.
- **Long terme / phase de réintégration.** Le processus de réintégration dans la communauté peut mener à des chocs additionnels, que ce soit dans les cas où les migrants de retour sont rejetés par leurs familles et perçus négativement dans leurs communautés d'origine ou d'accueil, où dans les cas où le projet de réintégration n'apporte pas les revenus escomptés.

Le **suivi individuel et communautaire** est crucial pour lier ces trois étapes de la réintégration. Le suivi et évaluation du processus de réintégration est une étape complexe pour l'OIM. Elle est pourtant nécessaire afin de pouvoir intervenir dans les cas de vulnérabilité marquée et pour s'assurer que les causes profondes de la migration sont combattues. Le suivi consiste en deux éléments :

- **Le suivi sur six mois.** À l'arrivée des migrants de retour, une carte SIM doit être fournie afin de pouvoir effectuer des appels téléphoniques tous les 2 mois et d'évaluer le progrès du bénéficiaire – que ce soit sur son projet ou sur les indicateurs de suivi individuel.⁵
- **La fin du processus de réintégration.** Après 6 mois, les agents de l'OIM doivent organiser un appel pour discuter des résultats de la réintégration du migrant de retour. La durée de suivi peut être augmentée si des problèmes de protection sont identifiés. Les expériences doivent être collectées par écrit et gérées par une personne dédiée à cette tâche afin de contribuer à l'apprentissage institutionnel. Il s'agit alors simplement de capturer les résultats positifs et négatifs de la programmation et d'adapter les programmes futurs.

Les recommandations s'articulent autour des trois axes suivants, développés dans le reste de la section :

- 1. Recommandations économiques : favoriser l'accès à l'emploi des migrants assistés au retour et des jeunes de la communauté** à travers (i) le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles à Kumbo et à Édéa (ii) une approche entrepreneuriale, basée sur un socle de formation solide et (iii) une approche placement vers les projets de jeunes (entrepreneurs et emplois formels) et le secteur privé, basée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information. Les secteurs mentionnés dans le tableau 5 (gestion et recyclage des déchets, BTP, tourisme, pomme de terre et cacao) sont en particulier à développer par l'OIM par un soutien technique ou financier, par le développement de coordination entre acteurs, de coopératives, par une inclusion des communautés locales dans le programme destiné aux migrants de retour (et ARVR en particulier).
- 2. Recommandations sociales et psychosociales : renforcer les capacités.** L'OIM met actuellement en place un système pour garder des contacts avec les migrants de retour assistés, notamment *via* des

⁵ Voir l'AVRR Global Monitoring Tool

organisations de la société civile comme CEVI ou FOSCAO, des groupes de discussion, la Croix-Rouge, ou bien encore l'assistant de réintégration ou case-manager.

3. Recommandations institutionnelles : contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes ivoiriennes aux niveaux local et national. Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel / technique). Ces deux types de soutien – par le biais de formations techniques et professionnelles – doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. Aux niveaux national ou provincial, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et partenaires de la société civile sur des questions de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

Il est important de noter ici, à la suite de nombreuses discussions avec les équipes de l'OIM en Afrique de l'Ouest, que ces recommandations sont à titre indicatif (car fondées sur des ressources limitées et des *enquêtes rapides* de dix jours par pays). Un travail de terrain de la part des équipes de l'OIM est donc requis afin de tester la viabilité des pistes recommandées, vérifier la faisabilité technique des interventions, et mieux évaluer la nature des partenariats possibles.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR OIM – CAMEROUN

1. Favoriser le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles (soit les communautés étudiées à Kumbo et Édéa): il est recommandé à l'OIM de contribuer en particulier à améliorer la **chaîne de valeur du cacao et de la pomme de terre** dans les communautés locales, tout en prenant en compte les logiques nationales (régulations, planification, innovations expérimentées avec succès dans d'autres pays ou régions, et la consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments). Cette approche devrait être réalisée en coordination avec d'autres acteurs clés (les homologues gouvernementaux, les agences des Nations Unies concernées, le secteur privé, les petits exploitants locaux, les partenaires de recherche et autres acteurs pertinents) et ciblée sur :

- La diffusion des améliorations techniques expérimentées avec succès au Cameroun ou ailleurs ;
- La soutenabilité socioéconomique et environnementale (*labels Fairtrade*, recyclage, etc.), et
- La consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments).

2. Généraliser une approche entrepreneuriale centrée sur des initiatives à petite échelle, basées sur les besoins de la communauté / du marché et générées par des entrepreneurs locaux (migrants assistés au retour et non migrants), bénéficiant d'une formation technique et d'un soutien en nature de l'OIM et d'autres partenaires. L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental. Il peut également y avoir un impact positif sur la perception des migrants de retour par le reste de la communauté. Pour développer un vivier entrepreneurial à l'échelle communautaire (particulièrement en zones rurale ou périurbaine) pour l'OIM : un accent particulier doit être mis sur le **suivi technique et financier**. Dans les cas où le bureau de l'OIM dans le pays d'accueil ou de transit n'a pas les ressources nécessaires pour préparer les migrants en amont, il est nécessaire que **l'OIM Cameroun organise des réunions d'information et des séances individuelles** pour que les migrants assistés puissent préparer leur réintégration. À noter, ces sessions peuvent également servir à identifier les migrants de retour avec des vulnérabilités particulières et qui nécessitent une orientation vers des partenaires (par exemple, psychosociaux). Ces formations doivent inclure un apprentissage sur les

standards dans les secteurs porteurs afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine à travers la préformation. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires et faciliterait leur réintégration au marché du travail en privilégiant la qualité, l'éthique, et le long terme. Ces standards incluent :

- **Agribusiness** : Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.
- **BTP** : Présenter les standards de construction durable et écologique.
- **Tourisme** : Présenter les options d'écotourisme – forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.
- **Gestion des déchets et recyclage** : Sensibiliser au potentiel économique comme aux dividendes sociaux et environnementaux, ce qu'un programme comme le "Sustainable Recycling Industries" (SRI) ou le MIT (D-Lab) ont mis en place avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Nigeria ou Ouganda).

Les formations longues sont indiquées pour les migrants de retour qui font preuve d'une grande motivation et qui ont au moins le bac. L'OIM peut aider les migrants assistés lors de la phase de candidature, ou les mettre en contact avec les centres de formation afin de créer un partenariat.

3. En zones urbaines, s'appuyer sur les placements en entreprises et les initiatives gouvernementales et adopter une approche « placement » dans le cadre d'un système d'orientation. L'OIM peut orienter les migrants de retour vers **des projets dédiés à la jeunesse existants**. Cela nécessite les étapes suivantes :

- Connaître les opportunités dans les centres urbains (fichier à maintenir à jour, par un chargé de projet à l'OIM) et les présenter systématiquement aux migrants de retour.
- Identifier les profils qui intéressent les porteurs de projets et négocier des quotas.
- Inviter les porteurs de projets à la commission intergouvernementale sur le retour – commission qui devrait être ouverte aux ONG et organisations internationales en plus des entités gouvernementales (approuvé lors de l'atelier de validation).

En outre, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers **le secteur privé** dans des secteurs dits « porteurs » (voir tableau 5).

4. Établir des points d'accueil dans la communauté (à travers une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins, avec un case-manager OIM spécifique attaché à l'intégration de chaque migrant) pour informer les migrants de retour de leurs droits, leur donner des conseils sur les possibilités d'emploi et les orienter vers les services publics pertinents. Il faut de même assurer la liaison avec les institutions publiques compétentes et renforcer leur capacité à fournir des services efficaces tels que des formations à l'entrepreneuriat, du coaching, des services de placement, etc. Il est par ailleurs important de faciliter les processus d'intégration à l'arrivée pour réduire les temps d'attente et développer un système unifié d'information et de suivi pour les migrants de retour. Les partenaires potentiels pour cette activité sont détaillés par communauté dans le tableau des recommandations communautaires (p.17).

5. Renforcer les capacités de réintégration sociale et psychosociale : Afin de renforcer la prise en charge et l'assistance psychosociale des migrants de retour, OIM Cameroun pourra s'attacher à évaluer les

besoins des migrants de retour identifiés dans chaque communauté cible ; former les acteurs locaux (associations, ONG, formations confessionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des cas de traumatisme (agressions sexuelles et viols, maltraitements et violences physiques, psychologiques) ; et désigner et former des structures de médiation avec les familles.

- 6. Contribuer à l'amélioration des systèmes de coordination entre acteurs efficaces :** La cartographie (Figure 1) a mis en lumière le besoin de mieux comprendre et de communiquer sur les rôles spécifiques que les parties prenantes peuvent jouer dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE au Cameroun :
- Conception d'un plan de partenariat stratégique avec les acteurs pertinents ;
 - Identification des parties impliquées dans la mise en œuvre aussi bien que des nouveaux partenaires opérationnels et des entités de recherche et d'information ;
 - Évaluation des forces et des faiblesses comparatives des acteurs les plus opérationnels sur le plan de la réintégration des migrants de retour.
- 7. Contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes camerounaises aux niveaux local et national :** Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel / technique). Ces deux types de soutien – par le biais de formations techniques et professionnelles – doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. Au niveau national ou provincial, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et aux partenaires de la société civile sur des questions essentielles de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

STRATÉGIE C4D POUR OIM – CAMEROUN

La stratégie de C4D de l'OIM doit prendre en compte certaines spécificités dans la dynamique migratoire locale et les agents d'influence identifiés :

- **Un manque de confiance dans le collectif (État, institutions, organisations) :** les perceptions de l'honnêteté de ces acteurs se situent en dessous de 20 %.
- Le **microsystème** (foyer, famille, amis, pairs) est la **source prépondérante de confiance** d'une part, et qui contraste, d'autre part, avec l'expression **d'une défiance significative envers les parties prenantes du mésosystème** (organisations de la société civile et communautaires) et de l'exosystème (gouvernement, Nations Unies).
- **Les canaux de diffusion et de partage des savoirs dans les lieux de sociabilité sont principalement les réseaux sociaux (Facebook et WhatsApp) et événements culturels.**
 - L'usage des réseaux sociaux parmi les jeunes interrogés est conséquent, toutefois cet usage est encore loin d'être universel ; seulement un peu plus des deux tiers d'entre eux utilisent Facebook.
 - Au sein des médias dits traditionnels, la télévision conserve la première place d'importance comme sources d'informations sur l'étranger
 - Les foires et festivals annuels à l'instar d'autres événements culturels majeurs selon les communautés de référence (par exemple : le Salon urbain de Douala, festival d'art contemporain organisé par Doual'art) pourraient être intégrés comme des cadres de référence à la stratégie C4D de l'OIM.

Le partenariat signé mi-mars entre l'OIM et deux organisations partenaires (SMIC et Our Destiny) sur la réalisation d'une nouvelle campagne de sensibilisation, constitue un cadre de réflexion propice pour interroger différentes dimensions (signifiant, signifié, référent) d'élaboration d'un message de Communication pour le Développement (C4D) avec les trois éléments suivants :

- **Sur le 'signifiant' : intégrer la diversité linguistique camerounaise** et notamment les liens entre langues locales et comportements sociaux. Avec plus de 200 langues parlées au Cameroun - dont néanmoins de nombreuses qui sont de souches communes - une réflexion doit être menée sur le déterminant linguistique et les références culturelles qui y sont associées, notamment dans la composition des formules, *catch phrases* ou images (partie intégrante du « signifié »).
- **Sur le 'signifié' :** la substance du message peut se concentrer sur la mobilisation d'imaginaires positifs et sur la temporalité de la réussite. Une observation, fréquente dans le cadre des entretiens qualitatifs menés, est la précipitation qui anime les jeunes Camerounais, et en particulier les migrants, à réussir financièrement ; certains interlocuteurs notent une déconnexion chez les jeunes entre la représentation de la réussite financière, et les efforts à fournir en vue de cette réussite. Ainsi, dans ce travail d'élaboration sémantique, une **piste concrète d'action pourrait être de travailler sur la mise en mots et en images de la dimension temporelle de la réussite**. Par exemple, si dans le cadre d'une campagne, un projet à succès servait à véhiculer un message, par exemple une start-up camerounaise qui a conquis un marché important, il conviendrait de mettre en relief la progression temporelle du projet (ses ralentissements, ses séquences, etc.).
- **Sur le 'référent' : la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 (CAN), un cadre national de communication est propice à la mobilisation de messages liés aux migrations.** Sur les retours AVRR, parmi les 608 dossiers de migrants de retour pris en charge par le Ministère des Affaires sociales, 13 d'entre eux se sont déclarés aspirants footballeurs (MINAS, Yaoundé).

Il découle de cette analyse que tout message dans une perspective C4D devra essentiellement inclure :

- une réflexion sur la forme que celui-ci doit prendre, sur le plan linguistique
- comment sensibiliser à la *dimension temporelle* de la réussite
- quels cadres et canaux de diffusion de ce message sont les plus efficaces (CAN, personnalités sportives, festivals culturels, etc.)

RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Le tableau suivant fournit un résumé des profils communautaires et des interventions prioritaires présentés dans le rapport cartographique de l'étude. Les profils détaillant les principales forces et faiblesses des communautés de l'étude sont fournis à la suite de ce tableau récapitulatif.

<i>Communauté</i>	<i>Défis</i>	<i>Profil migratoire</i>	<i>Interventions prioritaires possibles et partenaires locaux possibles</i>
ÉDÉA	Difficultés d'accès à l'eau potable, gestion des ordures ménagères et assainissement.	Exode rural et réduction de la population	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Commune urbaine, Jeunesse pour le Développement) • Encadrer et soutenir le développement des coopératives agricoles (Coopératives agricoles, Délégations départementales du MINEFOP & Ministère de l'Agriculture et du développement rural) • Développement de l'offre de formation professionnelle (Centre de formation professionnelle de Jeunesse pour le Développement, MINJEC) • Sensibiliser les acteurs locaux à la prise en charge psychosociale (associations ethnico-culturelles, MINAS, MINJEC) • ONG, fondations ou OSC, comme : ERA Cameroun (Environnement Recherche et Action), Plateforme Re-Sources, Fondation Camerounaise de la Terre Vivante. • Secteur privé (souvent en position de monopole) : Hysacam...
KUMBO	Crise sociopolitique et enclavement	Des réseaux de trafics et de traite d'êtres humains tournés vers le Moyen-Orient	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Justice and Peace Commission, Shumas, Sub-Division Office for Youth Affairs) • Training des OSC et des autorités religieuses en accompagnement psychosocial (Justice and Peace Commission, Tabwand Network, autorités religieuses) • Développement du potentiel d'industrialisation à travers la réalisation des projets de création d'unités de transformation industrielle initiés par la municipalité de Kumbo et la modernisation des techniques de production laitière des Mbororos afin d'augmenter l'offre en produits laitiers de Tadu Dairy (Shumas, Kumbo Council, Tadu Dairy, Ntatin Enterprise) • Financer les programmes de formation professionnelle et octroi de subvention aux projets des GIC (Shumas)

<i>Communauté</i>	<i>Défis</i>	<i>Profil migratoire</i>	<i>Interventions prioritaires possibles et partenaires locaux possibles</i>
NEW BELL	Rareté des services de base Violence urbaine	Difficultés à effectuer le suivi-évaluation des migrants assistés au retour	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir) • Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial (CMPJ, Paroisses, Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, un Monde Avenir) • Développement de centres de formation professionnelle (Chefferie traditionnelle, Mairie Douala II) • Financer les initiatives de l'entrepreneuriat solidaire (Solutionneurs Initiatives) • Soutenir la création d'une zone commerciale pour désengorger le marché central, avec des comptoirs réservés aux entrepreneurs solidaires
NKONGMONDO	Rareté des services de soins abordables Insécurité Insalubrité Prix élevé des denrées alimentaires	Absence d'identification des migrants de retour et de leurs besoins	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Chefferies traditionnelles, Mairie de Douala II, Associations des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo) • Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial (AIDE 21, Association Sportive et Culturelle des Jeunes de Nkongmondo, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo) • Développement de centres de formation professionnelle (Chefferies traditionnelles, Mairie Douala I, Association des Jeunes Ambitieux de Nkongmondo, Happy Construction Ldt)
LA BRIQUETERIE	Difficultés d'accès aux services publics Manque d'accès au crédit	Peu de stigmatisation des migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une plateforme de recensement des migrants de retour dans la communauté et de leurs besoins (Observatoire National de la Jeunesse, Fityatoul Isma) • Formation des acteurs locaux en accompagnement psychosocial • (CMPJ, Fityatoul Isma, Amicale des Jeunes Solidaires de la Briqueterie, BAIWADAGA – ALLAH) • Diversification de l'offre de formation professionnelle • (CMPF) • Financement des initiatives de l'entrepreneuriat solidaire

La création de valeur économique, sociale, sociétale et environnementale par le traitement et le recyclage des déchets – une nécessité en milieu urbain

Les observations de l'équipe de recherche montrent, empiriquement à ce stade, que les communautés de New Bell, Édéa ou Nkongmondo, en particulier, font face à de graves problèmes de salubrité et de santé publiques. La présence de déchets – plastique, papiers, verre, métal, composants électroniques non réutilisables, etc. Les membres des communautés concernées sont conscients, souvent avec fatalisme de l'ampleur du problème. Le développement de la chaîne de valeur de la gestion des déchets et du recyclage pourrait non seulement avoir un impact économique positif, mais pourrait aussi changer la donne en matière d'environnement, de santé et cohésion sociale. Le Global Outlook sur la gestion des déchets du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) 2015 estime que les coûts globaux (santé, environnement) associés à la pollution des déchets sauvages et des déchets en plein air varient de 20 USD à 50 USD par personne et par an, alors que le coût d'une gestion éclairée serait de 5 à 7 USD par personne et par an. Les initiatives de recyclage inclusives impliquent toutes les parties prenantes du cycle de gestion des déchets (collecteurs de déchets, sociétés multinationales, administrations municipales, ONG, entreprises de recyclage, résidents, etc.) afin de créer une valeur partagée par chaque acteur, générant ainsi un impact positif plus large sur les plans économique, environnemental et social. Au cours des dix dernières années, l'Afrique subsaharienne (et le Cameroun en particulier) a bénéficié d'innovations telles que les modèles de recyclage d'entreprise à entreprise, la technologie permettant de créer des produits de seconde vie à partir de déchets inorganiques et des moyens de production plus écologiques ou de transformation des déchets plus performants. Les trois exemples énumérés ci-dessous montrent que des modèles et des acteurs inclusifs performants et rentables peuvent exploiter la chaîne de valeur de la gestion des déchets et du recyclage tout en générant des dividendes économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux :

- EcoPost - convertir les plastiques déchetés en bois durable pour sauver la forêt kényane : au Kenya, EcoPost utilise 100 % de plastiques recyclés collectés dans les rues et les décharges de Nairobi pour fabriquer du bois-plastique esthétique, durable et respectueux de l'environnement, destiné à des applications dans l'aménagement paysager. Une technique de fabrication simple appelée moulage par injection convertit le plastique décheté et fondu en poteaux, qui représentent ainsi une excellente alternative au bois. EcoPost génère des revenus suffisants pour couvrir ses coûts de production et ses frais généraux et est actuellement rentable : il dépense environ 0,50 USD pour produire un kilogramme et le vend ensuite le double sur le marché.
- TakaTaka Solutions - sensibiliser les agriculteurs locaux aux avantages du compost : TakaTaka Solutions (basée à Nairobi) a eu du mal à immédiatement convertir les populations locales au tri sélectif parmi les résidents et a donc concentré ses efforts de sensibilisation sur une autre partie de la chaîne de valeur. Outre le traitement et la vente de matières recyclables, 60 % des déchets que TakaTaka Solutions collecte et traite à présent sont des matières organiques, qu'ils traitent et vendent aux agriculteurs locaux sous forme de compost. Les agriculteurs locaux, principaux clients, étaient sceptiques quant à la qualité du compost produit à partir des déchets ménagers. TakaTaka Solutions a donc sensibilisé les agriculteurs locaux à la qualité de leur compost, mais également à son utilisation optimale dans les conditions locales. En plus d'utiliser les médias locaux, l'entreprise exploite une ferme de démonstration sur son site de compostage situé à la périphérie de la ville.

FCTV – Sensibiliser au recyclage et à la rentabilisation des déchets : Avec le financement de Comic Relief, la FCTV organise actuellement une série de séminaires dans les villes d'Édéa et de Kribi, afin de partager l'approche de gestion des déchets en milieu urbain expérimentée à Douala dans le cadre du projet W2W. Ces séminaires consistent à montrer comment la conjugaison des efforts des autorités locales, des associations, des comités de développement et des entreprises est indispensable pour une gestion efficace et durable des déchets en milieu urbain. Ils permettent également de montrer que la gestion des déchets doit aller au-delà de la simple collecte et embrasser les domaines de la transformation, de la réutilisation et du recyclage. En d'autres termes, montrer que les déchets ont une valeur marchande susceptible d'accroître les revenus des populations.

Samuel Hall est un bureau d'étude proposant des services d'analyse d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter www.samuelhall.org.



development@samuelhall.org